

par l'intermédiaire du Conseil d'administration du Bureau international du Travail, les plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux formulées par le Congrès des syndicats sud-africains en mai 1988;

5. *Exige de nouveau* le libre exercice des droits syndicaux, la libération immédiate et sans condition de tous les syndicalistes emprisonnés pour avoir exercé leurs droits syndicaux légitimes et la cessation des persécutions à l'encontre des syndicalistes et de la répression du mouvement syndical noir indépendant;

6. *Prend acte* de la section pertinente du rapport du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe de la Commission des droits de l'homme⁸⁴;

7. *Prie* le Groupe spécial d'experts de continuer d'étudier la situation et de présenter un rapport à ce

sujet à la Commission des droits de l'homme et au Conseil économique et social;

8. *Prie également* le Groupe spécial d'experts, dans l'exercice de ses fonctions, de consulter l'Organisation internationale du Travail et le Comité spécial contre l'apartheid, ainsi que les confédérations syndicales internationales et africaines;

9. *Prie* le Secrétaire général de présenter au Conseil, à sa session ordinaire de 1992, aux fins d'examen et de décision, le cas échéant, un rapport sur l'application de la présente résolution.

13^e séance plénière
31 mai 1991

REPRISE DE LA PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE 1991

1991/38. Mandat de la Commission des stupéfiants

Le Conseil économique et social,

Rappelant que l'Assemblée générale, dans sa résolution 45/179 du 21 décembre 1990, a prié la Commission des stupéfiants d'examiner les moyens d'améliorer son fonctionnement en tant qu'organe directeur et de présenter ses recommandations au Conseil lors de sa première session ordinaire de 1991,

Tenant compte du rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de sa trente-quatrième session⁸⁵,

Considérant que le mandat de la Commission des stupéfiants énoncé dans la résolution 9 (I) du Conseil, en date du 16 février 1946, doit être adapté et élargi, compte tenu du progrès de la coopération internationale dans la lutte contre la culture, la production, la fabrication, l'offre, la demande, le trafic et la distribution illicites de stupéfiants et de substances psychotropes ainsi que le blanchiment de l'argent et le contrôle des produits chimiques utilisés dans la production illicite de stupéfiants et de substances psychotropes,

Considérant les fonctions de la Commission des stupéfiants en application des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues,

Considérant également que, dans ses activités futures, la Commission devrait adopter une approche intégrale et équilibrée du problème de la drogue, compte dûment tenu de tous les aspects de ce problème,

Réaffirmant que, dans l'exercice de son mandat, la Commission devrait se conformer aux principes qui sous-tendent la coopération internationale actuelle dans ce domaine, notamment le partage des responsabilités, l'importance égale accordée à l'offre et à la demande, la relation, dans certains pays, entre le problème de la drogue et les questions de développement et enfin la nécessité de veiller à ce que toutes les activités internationales dans ce domaine soient conformes aux principes de la Charte des Nations Unies,

Notant avec satisfaction que le Secrétaire général a pris les mesures nécessaires pour donner effet à la ré-

solution 45/179 de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée lui avait demandé de créer le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues,

Tenant compte de l'alinéa e du paragraphe 2 de la résolution 9 (I) du Conseil,

1. *Demande* à la Commission des stupéfiants :

a) D'examiner l'application du Programme d'action mondial figurant en annexe à la résolution S-17/2 de l'Assemblée générale, en date du 23 février 1990, conformément au paragraphe 97 dudit Programme et à la résolution 45/148 de l'Assemblée, en date du 18 décembre 1990;

b) D'examiner l'élaboration et l'application du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues⁸⁶;

c) De suivre les activités du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues nouvellement créé, sis à Vienne, et de lui donner des directives;

2. *Prie* le Secrétaire général de prendre les mesures administratives et techniques voulues pour que la Commission des stupéfiants soit en mesure d'assumer ces fonctions supplémentaires à compter des dates fixées pour sa session de 1992.

15^e séance plénière
21 juin 1991

1991/39. Fonctionnement de la Commission des stupéfiants et ordre du jour provisoire de sa trente-cinquième session

Le Conseil économique et social,

Considérant sa résolution 9 (I) du 16 février 1946 concernant le mandat de la Commission des stupéfiants,

Conscient de l'importance des fonctions supplémentaires qui ont été confiées par le Conseil à la Commission et de la lourde tâche qu'elle doit accomplir,

Désireux de soutenir la Commission dans ses efforts pour s'acquitter de ses responsabilités,

⁸⁵ Documents officiels du Conseil économique et social, 1991, Supplément n° 4 (E/1991/24).

⁸⁶ E/1990/39 et Corr.1 et 2 et Add.1.